

Syrie : la diplomatie mettra-t-elle fin à l'hécatombe ?

Sami Aoun • Politologue, Université de Sherbrooke (Québec) et Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques (UQAM, Montréal, Québec)

Sami Aoun se livre ici à un exercice de prospective difficile. D'abord parce que, en Syrie peut-être davantage que dans d'autres contextes, les faits vont très vite et les alliances multiples, parfois secrètes et potentiellement versatiles, peuvent déjouer toute prévision. Ensuite, parce que ce conflit à forte charge émotionnelle s'est parfois déplacé dans le cercle de ses observateurs et des chercheurs au point de provoquer des oppositions frontales. Mais l'exercice est nécessaire si l'on veut disposer d'éléments pour asseoir une future reconstruction du pays et de la région.

C'est évidemment une gageure que de prévoir avec justesse et précision le sens de l'histoire géopolitique au Moyen-Orient, en particulier au vu de la dynamique des enjeux en Syrie et des tendances en cours. Ce conflit polycentrique se décline à la fois en guerre par procuration, en rébellion anti-régime avec des dimensions économiques et ethnoculturelles (Kurdes *versus* Arabes) et en guerre civile. Il reste aussi fortement teinté par une violence communautaire et sectaire entre, d'une part, des milieux sunnites arabes et d'autre part, des minorités alaouites ou autres. À cela s'ajoutent des tensions entre des composantes urbaines et rurales et surtout largement miliciennes, ou paramilitaires, menées par des acteurs non étatiques syriens comme non syriens.

Un Moyen-Orient en transformation

Pour saisir le sens des changements stratégiques et géopolitiques en Syrie, ainsi que dans le cadre plus large du Moyen-Orient, il faut comprendre que l'ordre régional moyen-oriental s'éloigne de plus en plus de celui jadis bâti sous l'appellation de *pax americana* lors des accords de Camp David de 1978-1979, suite à l'expulsion des experts et des militaires de l'Union soviétique d'Égypte.

Cette éclipse de la « paix américaine » a pris une nouvelle tournure dans le cadre des options mises en avant par l'Administration Obama pour laquelle le Moyen-Orient représentait un espace en perte d'importance stratégique et géopolitique, face à la montée en puissance de l'Asie. D'où le fameux slogan des États-Unis – le « Pivot vers l'Est » – qui explique le choix opéré par Barack Obama de gérer la question syrienne en « dirigeant de l'arrière » (*leading from behind* ou le *pull back*), attitude qui a été perçue comme un désengagement au profit d'une sous-traitance de la situation par Moscou...

Ce virage a été accentué par le désenchantement et la déception de la fin rapide de l'euphorie née du Printemps arabe, lequel avait véhiculé des espoirs de libéralisation et d'implantation du libéralisme. Une rhétorique anti-modernité et antidémocratique teintée d'un jargon ultraconservateur islamique a pris de l'ampleur, aggravant l'effondrement en cours des États centraux et des pouvoirs autoritaires et policiers locaux, entraînant l'*anarchisation* et la *barbarisation* sans précédent des sociétés concernées, particulièrement la Libye, le Yémen et la Syrie. Dans nombre de pays, cette crise continue de bouleverser fortement l'ordre étatique (multiples crises

de déplacés et de réfugiés avec de lourdes conséquences sur les équilibres démographiques nationaux) et d'aggraver largement les fissures des liens citoyens et socioculturels. La crise peut aussi exacerber les loyautés ethniques, sectaires et communautaires susceptibles d'alimenter les sentiments d'exclusion et de haine face à l'État central, lequel peine à s'assurer la loyauté de ses citoyens.

Le retour de la Russie dans le Grand Jeu moyen-oriental

L'échiquier syrien a connu un revirement majeur à la suite de l'intervention en force, en septembre 2015, d'une Russie menée par Vladimir Poutine, affichant haut et fort sa volonté de reconnaissance comme partenaire incontournable sur l'échiquier moyen-oriental. Cette nouvelle donne sera l'un des enjeux principaux de la politique à venir de Donald Trump. Dans quelle mesure sa nouvelle administration pourrait-elle procéder à une « réinitialisation » de la diplomatie de son pays au Moyen-Orient ? Il semble que ce retour de la Russie pourrait signifier, dans un avenir proche, un retour – certes limité – à la bipolarité russo-américaine au Proche-Orient, ce qui peut laisser sous-entendre des formes de « sous-traitance » et de partage de zones d'influence, tout comme l'imposition de limites aux incursions des puissances régionales en rivalité sur le territoire syrien.

Au-delà de la tragédie et de l'aveuglement volontaire des puissances mondiales – incluant celles musulmanes et arabes – lors de la reprise ultra-violente et meurtrière de la ville d'Alep, il faut constater que cette reconquête par les loyalistes du régime et les combattants miliciens chiïtes a mis fin aux guerres des cités et des centres urbains en Syrie. La capitale Damas est de plus en plus protégée, en tant que siège de l'État central, contre des assauts extérieurs, un fait qui consolide l'influence du régime sur ce qui est communément appelé la « Syrie utile ». Sans représenter une bataille décisive, la chute d'Alep-Est constitue une défaite cuisante pour la rébellion syrienne, et renvoie à toutes les parties une charge symbolique très forte. Elle peut augurer d'une pause durable, voire d'une trêve à venir, fortement souhaitée par l'ensemble des belligérants. La difficile évacuation des populations civiles peut être un signal de recomposition démographique qui précéderait une tendance au partage ou au remodelage du territoire et des liens entre les composantes sociales sur des bases ethniques et confessionnelles. Toutes régions et classes sociales confondues, le peuple syrien a besoin d'alléger les pressions exercées sur son économie et de sortir de cette rude épreuve.

La guerre par procuration qu'ont menée – et continuent de mener – diverses puissances en Syrie témoigne pour le moment de l'essoufflement de tous les acteurs régionaux et internationaux impliqués. La Russie attend, elle, patiemment une nouvelle entente avec Washington pour éviter un déploiement terrestre en Syrie et un enlisement coûteux et à haut risque. D'ici là, elle continuera sans nul doute d'appliquer jusqu'au bout son approche militaire de rouleau compresseur – telle qu'éprouvée à Grozny en Tchétchénie – pour écraser toute opposition au régime et inviter par la suite aux négociations politiques les composantes de la rébellion intéressées à la reprise d'un dialogue intérieur. Au niveau régional, Poutine recherche une légitimation sunnite, laquelle lui est d'ores et déjà venue de l'Algérie, de l'Égypte et surtout de la Turquie.

C'est aussi pour la Russie le moment opportun de recueillir des dividendes : l'allègement ou la fin des sanctions imposées par l'Occident dans le cadre du conflit ukrainien, le règlement de la question de son annexion de la Crimée – en sa faveur – ainsi qu'une reconnaissance de son retour au Proche-Orient comme maître de jeu face au repli américain.

L'éclipse turque

De son côté, la Turquie vit avec amertume la fin, sinon l'éclipse, de son rôle de modèle référentiel pour le Printemps arabe, et l'éclipse, sinon la fin, de son rêve néo-ottoman. Elle construit son futur sur le retour d'une politique turque se fondant sur des discours et approches islamiques et moins laïques.

La Turquie d'Erdogan a fait volte-face vers la Russie au moment où le président Obama traçait contre elle un certain nombre de lignes rouges : pas de zones exclusives sur le territoire syrien, pas de militarisation de la rébellion, pas de missiles anti-aérien pour les factions de l'opposition susceptibles de changer le rapport de force avec le régime de Bachar el-Assad et pas de feu vert pour le renversement de ce dernier par la force. Ceci a contraint Erdogan à pactiser avec Vladimir Poutine pour finaliser une domination de la Syrie dans le cadre d'un nouveau partenariat avec l'Iran, qui se dessine tranquillement, mais non sans secousses et hésitations.

Néanmoins, la Turquie souffre de brèches importantes dans sa sécurité, lesquelles sont apparues au grand jour avec le coup d'État de juillet 2016 et les purges qui s'en sont suivies. La tendance autoritaire du président Erdogan connaît des ennemis déclarés : les Kurdes qui restent un ennemi existentiel – même affaibli par la tournure des événements –, les radicaux islamistes, qui se sentent trahis par le président turc, et une résistance globalement anti-autoritaire, qui vient soit de la gauche laïque soit de la confrérie *Hiżmet* (« Le Service ») menée par le prédicateur Fethullah Gülen.

D'ailleurs, si la Turquie se rapproche aussi de la Russie, c'est non seulement dans le but de disposer d'un moyen de pression contre des démocraties européennes très critiques à l'égard de ses violations des droits humains et des libertés, mais aussi et peut-être surtout en vue de modérer l'appui occidental aux Kurdes de Turquie.

Manœuvres iraniennes

Il nous faut donc désormais observer la solidité de ce triangle d'alliances entre Moscou, Ankara et Téhéran face à l'arrivée de l'administration Trump. La diplomatie turque pourrait ainsi recevoir, au nom de son extrême importance géopolitique, un appui substantiel de la part de cette dernière, lui permettant de regagner une marge de manœuvre perdue sous l'ancienne administration Obama.

Fortement influent en Syrie, l'Iran, pour sa part, craint les humeurs bellicistes exprimées à son égard par Donald Trump et ses désirs affichés de réviser, sinon de faire tomber, l'entente nucléaire scellée avec l'appui de l'administration Obama. Les Iraniens s'attendent néanmoins à ce que Trump soit rattrapé par la *Realpolitik* et finisse par reconnaître cette entente, signée avec Washington et cinq autres puissances, ainsi que la puissance de ses intérêts dans son voisinage immédiat.

Par sa quête déterminée et soutenue pour dominer, l'Iran s'est en effet imposé en force dans la destinée de quatre capitales arabes – Bagdad, Damas, Sanaa et Beyrouth – en usant de sa politique d'*empowerment* des communautés chiïtes locales, quand bien même cela passait par des discours antiaméricains et anti-israéliens.

La manœuvre iranienne en Syrie a surpassé les autres jusqu'à l'entrée en force de la Russie. Le « croissant chiïte » était alors en train de se former avec le droit de réclamer la victoire sur deux

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

points majeurs : la survie du régime Assad et les batailles remportées sur le terrain par les milices pro-iraniennes chiïtes. Les Iraniens ne laisseront donc pas la Syrie sans entente sur la protection du régime et des communautés alaouites et chiïtes. L'Iran s'est aussi assuré une forte influence en Irak, au Liban et au Yémen. Le Bahreïn, monarchie sunnite à forte composante chiïte, retient lui aussi son souffle face à la pression iranienne. Dans cette optique, les relations turco-iraniennes demeurent grâce à la prévalence d'intérêts communs, se nourrissant de la contestation par la Turquie des sanctions imposées par Washington à l'Iran, à l'instar de celles imposées à des Turcs (comme le fils d'Erdogan lui-même, poursuivi en Italie pour des faits de blanchiment d'argent).

Dans sa traditionnelle lutte, la Turquie craint une autonomie progressive des Kurdes syriens qui serait contagieuse dans les rangs de ses « propres » Kurdes et pourrait constituer une plate-forme pour des attaques menées contre ses intérêts. Elle réoriente donc son approche, d'une position « anti-Assad » à celle de médiateur entre les Russes et les différentes factions de l'opposition.

De leur côté, au sein des zones syriennes qu'ils contrôlent, les Kurdes ont réussi à dominer un vaste territoire, à se tailler un rôle à leur mesure, et à s'attirer un appui américain substantiel, mais également russe et iranien. Ils ont bien assumé leur rôle de « zone tampon » qui choisit à dessein ses batailles, parfois en complicité avec le régime en place, et en affrontant l'Armée syrienne libre tout comme l'État islamique. Les Kurdes laissent d'ailleurs entrevoir des indices précurseurs sur les ententes en cours et reculent sur le projet de faire du Rojava, ce Kurdistan syrien au nord du pays, un État kurde indépendant. Ce faisant, ils ont déjà posé les fondements de leur projet de « région fédérale », se dotant d'un « contrat social » qui atténue la dimension ethnique de leur représentation, en se fondant sur l'égalité des langues (assyrienne, arabe et kurde), le tout au sein d'une Constitution censée régir la nouvelle « région autonome ». En tout état de cause, et de manière générale, la balance démographique ne joue pas en faveur des minorités, particulièrement celles à la recherche de zones où elles pourraient s'assurer une majorité ethnoculturelle. Les Kurdes continueront donc de réclamer un régime fédéral et une démocratie qui reconnaissent leur particularisme ethnique.

Nouvelle donne régionale

L'entente parrainée par Moscou avec la Turquie et l'Iran est une autre preuve de l'affaiblissement du monde arabe. Les autres puissances régionales ont, à des degrés différents et variables, une certaine influence en Syrie. Premièrement, l'Arabie Saoudite, déçue par l'Administration Obama, a fait des pas prudents envers le président russe et sa politique syrienne. Les Saoudiens s'attendent en effet à ce que la Russie impose des limites aux ambitions de l'Iran à l'égard de son voisinage, notamment à ses plans de renforcement du chiïsme doctrinal et politique au Proche-Orient via la *chiïtisation* démographique de la Syrie et plus largement du territoire syro-irakien. Pour les Saoudiens, la Russie reste moins menaçante que l'Iran : certes les Russes ont des ambitions de puissance, mais les Iraniens ont des prétentions de propagande doctrinale qui ne plaisent guère à ces rigoristes sunnites. Ils observent donc avec intérêt le rapprochement triangulaire entre la Russie, l'Iran et la Turquie qui s'imposent comme maîtres de la destinée syrienne. Le vif espoir saoudien reste que la Russie et la Turquie tentent de contrer l'influence iranienne, ses milices chiïtes irakiennes et libanaises, et même de les affaiblir sinon de les refouler hors du territoire syrien. Aussi, les Saoudiens comptent sur le fait que Trump et Poutine se rapprochent pour affaiblir l'Iran en Syrie et que le nouveau président américain cherche à freiner l'expansion iranienne dans son voisinage arabe et renonce à menacer les sunnites anti-iraniens.

De son côté l'Égypte, engagée discrètement en faveur du régime Assad, tente de reprendre un rôle panarabe en vue de contrer tout succès possible des islamistes en Syrie et en Libye. Il reste

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

que son implication irrite les pays du Golfe, pourvoyeurs des idéologies islamistes (salafistes et Frères Musulmans), comme l'Arabie saoudite et le Qatar. Du côté de la Turquie, l'Égypte du maréchal Abdel Fattah al-Sissi est soupçonneuse des ambitions d'Erdogan, de ses aspirations califales et de son appui aux Frères Musulmans.

Enfin, le gouvernement d'Israël, malgré l'aide militaire reçue de l'Administration Obama, a été fortement irrité de l'entente nucléaire avec l'Iran et surtout de l'abstention américaine pour poser son veto à l'adoption de la résolution 2334 anti colonisation. En revanche, Israël ne nourrit pas d'inquiétude face à l'arrivée des Russes en Syrie, Poutine ayant réussi à calmer à la fois les ardeurs d'Israël et du Hezbollah en imposant un partage de zones d'influences de sorte qu'Israël garde un droit d'attaque sur le territoire syrien sans qu'il y ait réplique du Hezbollah.

Perspectives pour la géopolitique syrienne

Le régime syrien de Bachar el-Assad a sans nul doute le sentiment de revenir de loin et d'avoir assuré sa survie. Il a repris l'ascendant, même si le prix à payer est notable. Il est tributaire de l'appui inconditionnel de l'Iran et de ses milices, notamment le Hezbollah, de l'ambition russe de retour sur la façade maritime de la Méditerranée, et de la non-volonté américaine pour le renverser. D'où le contentement israélien à ne pas s'impliquer et à accepter la survie du régime Assad comme garant anti-islamiste sur ses frontières.

Si le Président Trump permettait, avec l'approbation de Poutine, la création de zones d'exclusion, ce serait un indice que le partage de la Syrie a été déclenché. Le partage actuel se renforcerait et se déplacerait du niveau psychosocial au niveau territorial, ce qui provoquerait encore plus de souffrances. En revanche, la situation démographique dans ce qu'on appelle la *Syrie utile* reste en faveur des sunnites.

La Turquie va, quant à elle, s'assurer de bâtir des frontières étanches contre les Kurdes tout au long de la région Al-Bab, un espace de quelque 900 km² selon les objectifs de l'opération Bouclier de l'Euphrate : une caution de la Russie en échange de la chute d'Alep-Est. La colère dans la rue sunnite se fait ressentir, mais la Turquie a tenté d'affaiblir ou de marginaliser les représentants civils de l'opposition et de coopérer davantage avec les militaires. Une situation géopolitique similaire se dessine dans le sud de la Syrie et vers la région frontalière de la Jordanie qui donne sur Israël, avec la constitution en cours d'une zone protégée sans présence islamiste ni pro-régime.

Dans la guerre contre le terrorisme, le rapprochement russo-américain gagne en efficacité. La tendance se dessine ainsi vers plus d'affaiblissement des groupes radicaux islamistes comme Daech et an-Nusrah. Même si la lutte reste intermittente, il faut remarquer que cette guerre contre le terrorisme, surtout Al-Qaeda et l'État islamique, a été fortement instrumentalisée pour étouffer la mobilisation populaire du Printemps arabe, quitte à faire dérailler des réformes politiques importantes.

L'avenir du Hezbollah en Syrie dépendra des développements de la stratégie iranienne, laquelle s'emploie à s'assurer une présence forte et ancrée sur la Méditerranée, ainsi que dans la Syrie utile : une zone d'influence pourrait s'organiser entre la communauté chiite au Liban en direction de la montagne alaouite avant s'étendre vers la majorité chiite irakienne. Mais, appuyée par la Turquie, la Russie pourrait faire pression en faveur d'un retrait des milices chiïtes en échange de pressions turques sur les factions sunnites pour que celles-ci se plient à un cessez-le-feu et acceptent la continuation du mandat Assad.

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

Les Iraniens observent aussi, non sans inquiétude, le rapprochement verbal de Trump avec Poutine. La diplomatie russe s'active beaucoup depuis la Déclaration de Moscou du 20 décembre 2016, laquelle inclut un échéancier pour une solution politique, ce qui sous-entendrait la fin des opérations militaires de la part de l'Iran, et l'acceptation par la Turquie de la survie du régime Assad jusqu'en 2021. La Déclaration de Moscou a été suivie par l'Entente d'Ankara du 29 décembre 2016, laquelle appelle aux négociations entre le régime et ses opposants. Enfin, la résolution du Conseil de Sécurité 2336 (31 décembre 2016) est venue parachever le tout, acclamant le cessez-le-feu et relançant les pourparlers de Genève (1^{er} juin 2012) auxquels est désormais incluse la résolution 2254.

Six ans après ses débuts, la guerre en Syrie a révélé la fragilité des acquis de la modernité, de la modernisation et les blocages de la démocratisation libérale. *La al-fitna al-kubrâ* – ou la Grande Discorde – entre les sunnites et les chiïtes a dissipé les maigres acquis des régimes républicains. Les dissensions au sein des forces de l'opposition et leur militarisation ont provoqué le recul des factions modérées et leur perte de crédibilité devant la montée des groupes islamistes terroristes, du moins dans le lexique de l'Occident et des Nations unies.

Il sera urgent d'observer si le rapprochement turco-iranien débouchera sur un nouveau recoupage de zones d'influence et d'apprécier si la solidité de l'entente entre Russes, Iraniens et Turcs va amener le déclassement du conflit syrien de la catégorie « forte intensité » vers celle de « faible intensité ». L'arrivée de Trump à la Maison-Blanche pourrait bien changer la donne sur l'échiquier syrien et moyen-oriental.

Biographie • Sami Aoun

Professeur titulaire à l'Université de Sherbrooke (Québec) où il enseigne à l'École de politique appliquée. Sami Aoun est directeur de l'Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (OMAN) à la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'Université du Québec à Montréal (UQÀM) et cofondateur de l'Observatoire de la radicalisation et de la violence extrême (OSR). Ses publications récentes : *La Rupture libérale. Comprendre la fin des utopies en Islam*, Athéna éditions, Montréal, 2016 et (avec Gilles Vandal), *Vaincre Al-Qaïda. Le défi d'Obama*, Athéna éditions, Montréal, 2014.

Reproduction interdite sans l'accord de la revue Alternatives Humanitaires.

Pour citer cet article : Sami Aoun, « Syrie : la diplomatie mettra-t-elle fin à l'hécatombe ? », *Alternatives Humanitaires*, n°4, mars 2017, p. 82-93, <http://alternatives-humanitaires.org/fr/2017/03/10/syrie-la-diplomatie-mettra-t-elle-fin-a-lhecatombe/>

ISBN de l'article (PDF) : 978-2-37704-185-5